



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **XPO VOLUME MEGA FRANCE**

58 rue du Val Clair prolongée  
51100 Reims

Références : D2 i 2025 38

Code AIOT : 0005702427

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement XPO VOLUME MEGA FRANCE implanté 58 Rue du Val Clair prolongée ZAC St Léonard 51100 Reims. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- XPO VOLUME MEGA FRANCE
- 58 Rue du Val Clair prolongée ZAC St Léonard 51100 Reims
- Code AIOT : 0005702427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site stocke des batteries lithium, des cosmétiques, du mobilier de jardin et des produits pharmaceutiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Art 13	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 8	Sans objet
4	Évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Art 14	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a permis de relever deux points non-conformes à la réglementation en vigueur. L'état des matières stockées ne précise pas la présence de batteries et la cellule dans laquelle les substances sont entreposées. Un contrôle des systèmes d'extinction automatique est à réaliser sous un mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[..]</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis une extraction de l'état des stocks du jour à l'Inspection le 12/12/2024. Ce document ne précise pas la cellule dans laquelle est entreposée la substance.</p> <p>L'Inspection a constaté sur site que des batteries électriques en lithium étaient stockées dans la cellule 1 et 2. Ces batteries présentent un risque pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences. Leur présence est à indiquer spécifiquement dans l'état des matières stockées.</p> <p>Par sondage, l'Inspection a procédé à la vérification de la cohérence entre l'état des stocks informatique et le stockage sur site. Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>Par sondage, l'Inspection a procédé à la vérification de la présence de fiche de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées sur site. Ces fiches de données de sécurité sont téléchargeables depuis une plateforme informatique interne à l'entreprise.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser la zone de stockage dans laquelle sont stockées les marchandises et d'indiquer spécifiquement la présence de batteries dans l'état des stocks. L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations par lettre de suite préfectorale.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Compatibilité chimique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a vérifié par sondage la conformité à la prescription. L'Inspection n'a pas constaté de stockage de matières chimiquement incompatibles dans la même cellule. Aucune non-conformité n'a été constatée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Art 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.  - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; [...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le rapport d'intervention du 02/12/2024 concernant les trois poteaux incendie du site. Aucune non-conformité n'a été constatée suite au contrôle en simultané du débit des installations.  La dernière vérification semestrielle du système d'extinction automatique d'incendie date du 02/02/2024. Selon l'exploitant des difficultés d'organisation côté prestataire expliquent pourquoi aucune vérification n'a été réalisée depuis. La prochaine est prévue pour début 2025 selon l'exploitant.  L'Inspection a procédé à la vérification par sondage des extincteurs. Les extincteurs visés sont en bon état, signalés et ont été vérifiés par un organisme extérieur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de programmer une vérification du système d'extinction automatique d'incendie et de transmettre à l'Inspection le rapport correspondant dans un délai

de 1 mois. L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations par lettre de suite préfectorale.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Évacuation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Art 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Évacuation du personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m<sup>2</sup>. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier exercice d'évacuation incendie date du 24/10/2024, le compte-rendu a été présenté à l'Inspection. Ce dernier ne faisait pas état d'observations particulières. Aucune non-conformité n'a été constatée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite